

## **Lettre à mes amis français**

C'est pour moi un honneur d'avoir toujours été, tout au long de ma vie, socialiste et militant. Je l'ai été dans la lutte antifasciste, pendant plus de trente ans, contre l'odieuse dictature salazariste, qui m'a conduit en prison au Portugal, à la déportation en Afrique, dans l'île de São Tomé, et en exil en France, qui m'a si généreusement accueilli.

Après la révolution des Œillets du 25 avril 1974, j'ai participé activement aux négociations de paix qui ont mis fin aux guerres coloniales, ainsi qu'au mouvement général de la démocratisation de mon pays, en menant des politiques actives de développement social, culturel et environnemental.

Leader du Parti socialiste portugais, j'ai dû lutter contre les tentatives de perversion totalitaire de la révolution, orchestrées par les communistes et une partie de l'extrême-gauche, étrangement associés. On m'a alors accusé de «mettre le socialisme dans le tiroir», ce qui est vrai si l'on entend par ce mot «socialisme réel», c'est-à-dire communisme totalitaire.

Partisan d'une démocratie représentative et pluraliste, avec une grande ambition sociale, écologique et une participation active des citoyens, j'ai toujours été un européen convaincu. J'ai milité avec enthousiasme pour l'adhésion de mon pays à la CEE, afin que le Portugal, après la décolonisation et la disparition de l'empire, puisse se développer et se moderniser plus rapidement. Aujourd'hui, les Portugais vivent incomparablement mieux que sous l'empire. Mais pour moi, sans l'ombre d'un doute, l'intégration européenne a toujours signifié beaucoup plus qu'un simple «marché commun». Elle a été un projet essentiellement politique, le plus original et fécond du xxe siècle: un projet de paix, de solidarité et de bien-être pour les populations des Etats qui le partagent en toute lucidité.

### Publicité

Le Portugal, depuis vingt ans déjà, est membre de plein droit de cette Communauté qui, en 1992, avec le traité de Maastricht, est devenue une Union libre, non seulement d'Etats mais aussi de peuples – une avancée considérable! – en ouvrant la voie à une unité politique de type fédéral.

En tant que président du Mouvement européen de 1997 à 1999, et fédéraliste déclaré, j'ai pris la responsabilité d'organiser le congrès de La Haye de mai 1998, qui a rassemblé, cinquante ans après le premier Conseil de l'Europe, les pays fondateurs de l'aventure européenne.

A présent, l'Union représente le plus grand pôle de développement politique, économique et culturel au monde. Avec l'euro, devenu la plus forte monnaie du monde, c'est non seulement un pôle d'attraction pour tous les peuples du Vieux Continent mais aussi la référence obligée pour l'Amérique latine, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie. Malgré quelques ambiguïtés, voire une certaine servilité, inacceptable, vis-à-vis des Etats-Unis, l'Union européenne représente – soyons-en sûrs – la ligne principale de résistance à l'hégémonisme impérial américain et la plus ardente alliée des Nations unies, dans la phase sombre que le monde traverse avec l'administration Bush. Comme on a encore pu le constater à l'occasion de la guerre «préventive» et illégale contre l'Irak, guerre dont les conséquences néfastes sont loin d'être terminées.

La construction européenne, qui continue de se faire selon la méthode des «petits pas» chère à Jean Monnet, faite d'avances et de reculs, représente un compromis entre les trois grandes familles politiques européennes: les socialistes et sociaux-démocrates; les démocrates-chrétiens; les conservateurs et les libéraux. Elle a eu des opposants traditionnels, à droite et à gauche: d'un côté les conservateurs d'extrême droite, les souverainistes et nationalistes de tous bords ; et de l'autre les communistes, plus ou moins recyclés, les gauchistes et maintenant – ce qui m'attriste infiniment – les altermondialistes.

Il est vrai que l'arrogance néolibérale, la «théologie du marché» et l'argent-roi ont, en ces temps de globalisation, causé quelques dommages au processus européen. La fin des années 1990, au moment où, à la tête de l'Europe des Quinze, il y avait onze gouvernements présidés par des socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes, a été une occasion perdue. On aurait pu faire avancer l'Union vers plus de justice et renforcer le modèle social européen, référence identitaire irremplaçable.

Avec 25 Etats membres – et, très prochainement, 30 ou plus –, centre d'attraction de pays aussi différents que l'Ukraine ou le Cap-Vert, l'Union traverse actuellement une période de sérieuses indécisions, car les populations de ses différents Etats, à commencer par celle de la France, se déchirent au moment des référendums pour ratifier le traité constitutionnel.

Je suis certain que la grande majorité de mes compatriotes n'aura pas ces états d'âme : elle votera oui à la Constitution européenne lors du référendum d'octobre prochain, et sans la moindre ambiguïté. L'électorat portugais a parfaitement conscience de tout ce qu'il doit à l'intégration européenne. Il sait que c'est seulement l'approfondissement de la démocratie européenne qui permettra au Portugal de développer son universalisme humaniste à l'intérieur de la grande Communauté des pays lusophones, et d'assurer aussi la prospérité des citoyens dans un environnement de paix.

Il n'y a pas de Constitution parfaite. Mais – comme on dit aussi en portugais – «le mieux est l'ennemi du bien». La Constitution est-elle insuffisante en matière sociale et sur le plan des droits des travailleurs? Sans doute. Mais en dépit de ces manques elle représente un pas en avant décisif. Cette Charte des Droits fondamentaux dans la Constitution, c'est un espoir pour l'Europe et pour le monde.

C'est pourquoi il m'est difficile de comprendre pourquoi des forces qui se réclament de gauche en France – pays central du projet européen – militent pour le non. Je n'ignore pas que des raisons de politique intérieure motivent un tel vote négatif. Mais en fin de compte cette attitude ne fait-elle pas la part belle au chauvinisme étriqué par rapport à un projet – originellement français et né de la réconciliation franco-allemande –, qui n'en dépasse pas moins la France. Il faut le savoir, un non de la France à la Constitution européenne serait une énorme déception pour l'Europe tout entière. Il ouvrirait la porte au pire de la part du pays que l'on attendait le moins. On en resterait bloqué au traité de Nice, de mauvaise mémoire, et on ferait courir un risque énorme à l'Europe dans son ensemble. Qu'est-ce que la gauche aurait véritablement à y gagner ? Ne serait-ce pas, au contraire, la revanche des « néocons » américains et de leur stratégie impériale de domination ?

Je reste persuadé qu'à l'heure de vérité les Français, avec leur proverbiale sagesse et intelligence politique, diront oui à la Constitution européenne. C'est indispensable pour l'Europe et pour le monde.

Mario Soares

Né en 1924, Mário Soares, figure historique de la lutte contre la dictature salazariste, fondateur du Parti socialiste portugais, devint chef du gouvernement de 1976 à 1978 et de 1983 à 1985. Elu président de la République en 1986 et réélu en 1991, il est actuellement membre du Parlement européen.